



ÉDUCATION FORMATION
RECHERCHE PUBLIQUES

Déclaration de la CFDT au CSA D de Côte-d'Or

30 mars 2026

Monsieur le Directeur académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CSA D,

Nous déplorons depuis des années ici-même, le peu de moyens attribués à l'école inclusive, les difficultés du remplacement, les inégalités scolaires, l'explosion des taches de direction, des postes Rased non pourvus... Nombreux sont les chantiers qui depuis de nombreuses années occasionnent des conditions de travail dégradées pour les personnels, voire de la souffrance pour certains d'entre eux. Nous nous interrogeons sur les objectifs de notre Ministère au vu des moyens attribués - ou plutôt retirés en Côte-d'Or - pour la rentrée 2026. Pour une baisse d'élèves sensiblement identique à l'année dernière, c'est deux fois plus de postes (33) qu'il faut rendre.

Pour rappel, les taux d'encadrement calculés par l'OCDE situe notre système scolaire entre le Pérou et la Roumanie, alors que nos gouvernements successifs nous demandent de viser les mêmes résultats que les élèves de Singapour ou du Japon.

Les écoles ont besoin de postes de brigades, pour que les PE soient remplacés quand elles ou ils sont malades, en congé maternité, en formation, les dispositifs ULIS doivent être suffisamment nombreux pour accueillir les élèves. Pour nous, l'inclusion d'élèves à besoin particulier nécessite, a minima, des classes à petits effectifs et la carte scolaire doit en tenir compte.

Pour tenir les dédoublements en REP et REP+ et les effectifs plafonnés à 24 en GS-CP-CE1, on bricolera encore en imposant des GS-CP sans que ce soit le choix des équipes éducatives des écoles, ce que nous dénonçons.

Pour la CFDT, il est inacceptable que la baisse démographique serve de prétexte à des économies budgétaires, plutôt qu'à une amélioration durable des conditions d'enseignement et d'apprentissage. Nous demandons que cette opportunité soit saisie pour alléger les classes, renforcer les équipes éducatives et garantir un accompagnement de qualité pour tous les élèves.

Pour conclure, investir dans l'avenir et avoir une école qui accueille chaque élève dans de bonnes conditions et qui permette aux professionnels de l'éducation de faire correctement leur travail dans de bonnes conditions. Pour cela, il faut investir dans l'humain, c'est à dire recruter, former, protéger les agents du service public.

Merci de votre attention.